



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-03-03

### FINANCES 2.1

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE 8 MARS 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

27 février 2025

#### Date d'affichage :

28 février 2025

#### VOTE :

Pour : 19

Contre : 13

N. SULPIS

A. ACOCA

M. NUGUES

P. BIZOUERNE (Pvr D. BELOT)

S. LADISA (Pvr C. RAOULT)

N. RIBEMONT (Pvr N. CUADRADO)

D. PEREIRA

N. RONDEPIERRE

N. CUADRADO

P. DJOSSOUVI (Pvr N. RONDEPIERRE)

L. TCHARLAIAN (Pvr à D. PERIERA)

C. RAOULT

D. BELOT

**Présents :** Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire  
Michel BARRIERE, Marc LAMBLIN, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT.

**Absents et représentés :** Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Didier BELOT), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ) Nathalie RIBEMONT (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Jocelyne PAIGNON (pouvoir à Annie SONRIER), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à David PEREIRA)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE :** Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**ENGAGEMENT DES DEPENSES  
D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU  
BUDGET PRIMITIF 2025**

**RAPPORTEUR :** Jean-Michel GENESTIER

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Les dispositions extraites de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que « *dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement, dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250317-2025-03-03-DE  
Date de télétransmission : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation expresse de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

*Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.*

*Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.*

A ce titre, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits votés au budget primitif 2024.

Les montants des crédits votés au budget 2024 aux comptes de dépenses d'équipement s'élèvent à :

Chapitres	BP 2024	25%
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	514 712.60 €	128 678 €
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	3 860 229.60 €	965 057 €
Chapitre 23 Immobilisations en cours	15 520 462.83 €	3 880 115 €
<b>TOTAL</b>	<b>19 895 405.03 €</b>	<b>4 973 851 €</b>

Il est précisé que les crédits votés seront repris au budget primitif 2025.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025,

**VU** la délibération du 14 avril 2022 relative à la création d'autorisations de programme et de crédits de paiement,

**CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre les engagements, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 dans la

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250317-2025-03-03-DE  
Date de télétransmission : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025

**Considérant** que l'action de l'EPFIF comporte plusieurs avantages :

- L'acquisition foncière permet une maîtrise du prix du foncier, de lutter contre les mouvements spéculatifs, ce qui à terme permet d'améliorer la qualité du projet,
- Le temps de portage offre le temps nécessaire au remembrement, et à la définition du projet. Cela permet une mise en concurrence des opérateurs favorisant ainsi l'émergence de projet mixte, et plus ambitieux,

**Considérant** que l'intervention de l'EPFIF a pour vocation d'identifier des opportunités foncières permettant la réalisation d'opérations de logements y compris aidés,

**Considérant** le projet de Convention d'Intervention Foncière proposé par l'EPFIF, l'annexe n°1 « Modalités techniques d'intervention », qui décline les modalités de travail entre la Commune, l'EPT et l'EPFIF et l'annexe n°2 « Tableau des parcelles acquises visées à l'article 7 »,

**LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE :**

**Article 1 : D'APPROUVER** la Convention d'Intervention Foncière (CIF) proposée par l'EPFIF, l'annexe n°1 « Modalités techniques d'intervention », qui décline les modalités de travail entre la Commune, l'EPT et l'EPFIF et l'annexe n°2 « Tableau des parcelles acquises visées à l'article 7 », ci-joints,

**Article 2 :** La convention prendra effet à la date de sa signature par toutes les parties et s'achèvera au plus tard le 30 juin 2030.

**Article 3 : AUTORISE** le Maire à signer et exécuter ladite Convention d'Intervention Foncière (CIF), ainsi que tous les actes en découlant.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits  
(au registre suivent les signatures)  
POUR EXTRAIT ET CONFORME

JEAN-MICHEL GENESTIER  
LE MAIRE

*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250317-2025-03-03-DE  
Date de télétransmission : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025

093-219300621-20250317-2025-03-03-DE

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250317-2025-03-03-DE  
Date de télétransmission : 17/03/2025  
Date de réception préfecture : 17/03/2025